TABLE DES MATIÈRES

<i>Préface</i>	<i>vii</i>
<i>Biographies des auteurs</i>	<i>xxiii</i>
<i>Table de la jurisprudence</i>	<i>xxxi</i>
<i>Table de la législation</i>	<i>lvii</i>
<i>Table des abréviations</i>	<i>lxxiii</i>

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

ENTRÉE EN MATIÈRE : LE DROIT COMPARÉ AU CANADA À L'AUBE DU XXI^E SIÈCLE

Aline Grenon

Introduction	1
I. Un ouvrage de droit comparé canadien	3
II. Le développement du droit comparé au Canada au XXI ^e siècle	11
Conclusion	23

CHAPITRE 1

LA COMMON LAW : UNE CULTURE, UNE HISTOIRE ET UN DROIT PROCÉDURAL

Donald Poirier

Introduction	25
I. L'évolution historique	28
A. L'évolution de la common law originelle	29
1. Les institutions initiales	29
2. La pluralité des tribunaux et des sources jurisprudentielles	32

3.	Un processus centré sur la procédure	35
a)	Le droit naît des interstices de la procédure . . .	35
b)	Les règles de procédure	39
c)	Les règles de preuve	40
d)	Critiques et réformes du système du contradictoire	41
B.	La réception de la common law au Canada	43
1.	Les principes régissant la réception du droit anglais	44
a)	L’implantation du droit anglais par la colonisation	44
b)	L’implantation du droit anglais par la conquête	46
c)	L’implantation du droit anglais par la législation	47
II.	Les fondements de la common law	48
A.	Les sources	48
1.	Le précédent comme source du droit	49
a)	La <i>ratio decidendi</i>	50
b)	La hiérarchie judiciaire	51
c)	Un mécanisme de distinction des précédents	53
d)	La forme des jugements	56
2.	La loi comme source du droit	58
a)	Les constitutions écrites	59
b)	De la protection jurisprudentielle des droits fondamentaux aux chartes des droits	61
c)	Du droit jurisprudentiel à la codification	63
d)	L’interprétation du droit d’origine législative	68
3.	La coutume et les conventions	73
4.	La doctrine	75
B.	Les valeurs de la common law	78
1.	Les valeurs fondant la mentalité de la common law . .	78
a)	La connaissance parcellaire du droit	79

TABLE DES MATIÈRES

b) Le processus inductif	80
c) L'énoncé du droit au cas par cas	82
d) L'incertitude intellectuelle	83
e) La confiance en l'expérience	85
f) L'accentuation de la liberté individuelle	86
g) La méfiance envers l'administration	88
2. La place des valeurs dans la common law	88
a) La religion chrétienne et la conscience, fondements et sources du droit	89
b) Les valeurs d'une société libre et démocratique	92
Conclusion	94
Bibliographie sélective	98

CHAPITRE 2

LES BIENS

Anne-Françoise Debruche

Introduction	101
PREMIÈRE PARTIE : PRÉSENTATION GÉNÉRALE	101
PROLOGUE : LA DISTINCTION ENTRE BIENS RÉELS ET BIENS PERSONNELS	103
I. Les biens réels	106
A. La conception féodale des biens réels	106
1. Une réalité socio-économique médiévale : la tenure	107
a) Fief et tenure	107
b) Les différents types de tenure	108
c) Les accessoires attachés aux tenures	109
2. Une invention juridique intemporelle : le domaine	110
a) Le contrôle du devenir des biens réels dans le temps	110
b) Par-delà la tenure : le fief comme domaine	111

B.	La nature relative des biens réels.	114
1.	Les domaines à modeler	115
a)	Le domaine franc	115
b)	Le domaine à bail	117
2.	Les instruments de la spécialisation	119
a)	Les intérêts futurs	119
b)	Les grèvements	125
c)	La copropriété.	128
3.	Par-delà la diversité, l'unité conceptuelle et la relativité.	129
II.	Les biens personnels	133
A.	La nature exclusive des biens personnels	133
1.	Une nomenclature réceptive à la modernité	134
a)	Les choses possessoires	134
b)	Les choses non possessoires	134
2.	Une exclusivité étrangère à la logique féodale	135
B.	La dimension relative sous-jacente des biens personnels	135
1.	La possession et le régime des objets trouvés	136
2.	L'institution du <i>bailment</i>	140
	DEUXIÈME PARTIE : ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES	142
I.	Le juge, l'equity et le <i>proprietary estoppel</i>	143
A.	Des éléments constitutifs modulables	147
B.	Un effet d'amplitude variable	150
1.	L'application du <i>proprietary estoppel</i> à titre de principe actif.	151
2.	Typologie des remèdes disponibles.	154
a)	La concession d'un droit réel de régularisation sur le fonds d'autrui	154
i)	Le bail	155
ii)	La servitude.	155
iii)	La permission	157
b)	La cession forcée de l'immeuble litigieux	160

TABLE DES MATIÈRES

II.	Le verrou législatif découlant de l'enregistrement	161
A.	Le système d'enregistrement des actes	162
B.	Le système d'enregistrement des titres	163
III.	Les leçons de la confrontation	167
A.	Le <i>proprietary estoppel</i> face au droit de l'enregistrement	167
B.	Les voies de contournement	169
1.	Le recours à la notion d'« <i>equity</i> »	170
2.	L'interprétation utile des lois sur l'enregistrement	174
C.	L'impact sur le droit des biens	177
	Conclusion	180
	Bibliographie sélective	185

CHAPITRE 3

LA FIDUCIE

Aline Grenon

	Introduction	187
A.	Définition	189
B.	Distinction entre la fiducie et les contrats	191
C.	Distinction entre la fiducie et le mandat	191
D.	Distinction entre la fiducie et le baillement (<i>bailment</i>)	192
E.	Distinction entre la fiducie et les pouvoirs d'agir pour autrui	192
F.	Distinction entre la fiducie et le rapport fiduciaire (<i>fiduciary relationship</i>)	194
I.	Survol historique	195
II.	Classification	198
A.	Fiducies expresses	200
1.	Fiducies d'intérêt privé	201
a)	Description	201

b)	Conditions de validité	202
i)	Certitude quant à l'intention (<i>certainty of intention</i>)	203
ii)	Certitude quant à la matière (<i>certainty of subject matter</i>)	203
iii)	Certitude quant à l'objet (<i>certainty of object</i>).	203
c)	Règles d'interdiction de dévolutions perpétuelles et de l'inaliénabilité et règle restreignant la capitalisation	205
i)	Interdictions de dévolutions perpétuelles et d'inaliénabilité	205
ii)	Capitalisation	207
d)	Exigences formelles	208
e)	Équivalent québécois	209
2.	Fiducies caritatives (<i>charitable trusts</i>)	210
a)	Avantages des fiducies caritatives	212
b)	Conditions de validité de la fiducie caritative	216
i)	Nature caritative	216
ii)	Intérêt public	216
iii)	Objets exclusivement caritatifs	217
iv)	Autres conditions	218
3.	Fiducies finalitaires non caritatives (<i>non-charitable purpose trusts</i>).	218
B.	Fiducies judiciaires ou fiducies par effet de la loi	222
1.	Fiducies résultoires (<i>resulting trusts</i>)	223
2.	Fiducies constructives (<i>constructive trusts</i>).	227
C.	Fiducies d'origine législative	236
III.	Administration, modification et extinction de la fiducie expresse	240
A.	Administration de la fiducie	240
1.	Les devoirs des fiduciaires	241
2.	Les pouvoirs des fiduciaires	243

TABLE DES MATIÈRES

3.	L'administration de la fiducie québécoise	244
B.	Révocation, extinction ou modification de la fiducie . . .	245
1.	Révocation	245
2.	Extinction	246
3.	Modification	246
4.	Pendant québécois	247
IV.	Violation de la fiducie (<i>breach of trust</i>)	248
A.	Redressements de nature personnelle contre les fiduciaires	248
B.	Redressements personnels contre des tiers	250
C.	Recours réels ou <i>in rem</i>	250
D.	Autres redressements	255
	Conclusion	256
	Bibliographie sélective	257

CHAPITRE 4

LES CONTRATS

John Manwaring

	Introduction	259
I.	La classification des contrats	266
A.	Le contrat informel ou ordinaire	266
B.	Le contrat formel – l'acte sous le sceau	267
II.	La négociation de l'obligation	269
A.	Fondement contractuel	272
B.	Fondement en délit ou en equity	274
III.	La création de l'obligation contractuelle	277
A.	La création de l'obligation – les actes à accomplir	277
1.	L'offre	277
2.	L'extinction de l'offre	278
3.	L'acceptation	280
4.	La distinction entre un contrat synallagmatique et un contrat unilatéral	284

B.	La création de l'obligation – l'aspect qualitatif	286
1.	La contrepartie	286
2.	Le principe de la relativité du contrat	293
IV.	L'interprétation du contrat	301
A.	La détermination de l'objet du contrat	303
1.	L'ajout d'un engagement accessoire ou d'une obligation implicite	306
a)	L'obligation implicite nécessaire	308
b)	L'obligation implicite fondée sur l'usage ou une pratique de commerce	309
c)	L'obligation implicite légale	309
2.	La réduction des engagements	310
B.	L'interprétation du contrat établi par le tribunal	314
V.	Les droits et les obligations des parties en cas d'inexécution du contrat	321
A.	Justification de l'inexécution	324
1.	L'illégalité	325
2.	La contrainte	327
3.	L'abus de pouvoir	328
4.	L'erreur	328
5.	L'iniquité	334
6.	La violation d'une condition	335
B.	Les réparations en cas d'inexécution du contrat	338
	Conclusion	343
	Bibliographie sélective	345

CHAPITRE 5

LES DÉLITS

Louise Bélanger-Hardy

	Introduction	347
I.	Le droit des délits en common law	349
A.	La structure du droit des délits	349

TABLE DES MATIÈRES

1.	L'emprise du système des brevets	350
2.	Du délit civil à la responsabilité : les éléments de la responsabilité délictuelle	355
3.	Les fondements de la responsabilité en droit des délits	356
a)	La faute	357
b)	La protection des droits	359
c)	La responsabilité stricte	362
i)	Les animaux	363
ii)	La règle de <i>Rylands v. Fletcher</i>	364
iii)	La responsabilité du fait d'autrui	365
4.	La concomitance en matière délictuelle et contractuelle	369
5.	La responsabilité, la volonté et la capacité	372
B.	Les délits dits « intentionnels »	374
1.	Les notions d'intention, de mobile et de provocation	374
2.	Un délit d'atteinte à la personne : l'acte de violence	376
3.	Un délit d'atteinte au patrimoine économique : le délit de dol	378
4.	Les moyens de défense opposables aux délits intentionnels	380
C.	Le délit de négligence	382
1.	L'obligation de diligence	383
2.	Le manquement à la norme de diligence	392
3.	La causalité factuelle	395
a)	La perte d'une chance	396
b)	Les causes insuffisantes	397
c)	Le critère de la contribution appréciable au préjudice	399
d)	Les causes suffisantes	401
4.	La proximité causale	401
5.	Le dommage	405

6.	Les défenses à la responsabilité fondée sur la négligence	408
	a) La négligence contributive	408
	b) L'acceptation volontaire du risque	410
	c) L'illégalité de la conduite du demandeur	412
	d) L'accident inévitable.	413
D.	La réparation	413
	1. Les dommages-intérêts punitifs	415
	2. Les dommages-intérêts compensatoires	416
II.	Le droit des délits en évolution	420
	A. L'émergence d'un nouveau délit d'atteinte à l'intimité	421
	B. L'obligation de diligence : une notion constamment redéfinie.	428
	Conclusion	434
	Bibliographie sélective	436

CHAPITRE 6

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Janet Walker

	Introduction	439
I.	La détermination de la compétence juridictionnelle	447
	A. Le consentement des parties	449
	1. La reconnaissance de la compétence du tribunal par soumission (<i>attornment</i>)	450
	2. L'entente entre les parties	453
	B. Le tribunal du domicile du défendeur	457
	1. Les personnes	458
	2. Les personnes morales	460
	3. Les affaires extrapatrimoniales devant les tribunaux québécois	463
	C. Les liens entre le litige et la juridiction	464

TABLE DES MATIÈRES

D.	L'exercice d'un pouvoir discrétionnaire	469
1.	L'exercice de la compétence à l'égard des défendeurs situés à l'extérieur de la province	470
2.	La déclaration d'incompétence fondée sur le principe du <i>forum non conveniens</i>	471
3.	L'exercice de la compétence dans des circonstances exceptionnelles	479
4.	Le refus d'exercer la compétence afin d'éviter la multiplicité d'instances	483
5.	Les injonctions visant à empêcher des poursuites à l'étranger	485
E.	La codification du droit en matière de compétence dans les provinces de common law	486
II.	Les effets des jugements étrangers	487
A.	La compétence du tribunal qui a rendu le jugement	488
1.	Dans les provinces de common law	489
2.	Au Québec	491
B.	Le caractère final de la décision	492
C.	L'exclusion du droit public étranger	493
D.	L'inefficacité du jugement étranger obtenu par fraude ou contraire à l'ordre public	494
III.	La détermination du droit applicable au fond	496
A.	La mise en preuve du droit étranger	497
B.	La qualification	499
C.	Le renvoi	501
D.	Les questions procédurales	504
E.	L'exclusion du droit public étranger	506
F.	L'ordre public	508
IV.	Les règles de conflit de lois	510
A.	La responsabilité civile délictuelle	510
1.	Le contexte historique	510

ÉLÉMENTS DE COMMON LAW CANADIENNE

2.	L'évolution récente du droit dans les provinces de common law du Canada	513
3.	La responsabilité civile dans le <i>Code civil</i> <i>du Québec</i>	514
B.	Les contrats	517
1.	Le droit applicable aux obligations contractuelles.	517
2.	Les questions qui relèvent du droit applicable	520
3.	Les questions qui relèvent d'un autre droit	520
	Conclusion	522
	Bibliographie sélective	523
	INDEX ANALYTIQUE	525